

CONTRIBUTION AUX DEBATS DU CDFN de mars 2021

La pandémie se poursuit, et avec elle, les crises s'aggravent, à commencer par une crise sociale de grande envergure. Qu'à cela ne tienne, l'exécutif n'hésite pas, pour mener à bien sa politique libérale, à s'en prendre une nouvelle fois aux plus précaires : il passe en force sur l'assurance chômage, réforme qui dès juillet va durcir les règles d'indemnisation de milliers de personnes ! Au total, les 3 volets de la réforme réduiront les droits de 1,2 million de chômeur-euses : malgré l'opposition de la totalité des syndicats de salarié-es et de patron-es, malgré la « réserve » du concepteur même de la réforme qui la juge aujourd'hui « décalée », le gouvernement confirme sa ligne, en dépit du contexte sanitaire. Mesure emblématique d'une politique de guerre sociale. Si la crise sanitaire que nous traversons est un révélateur, parfois un accélérateur des crises antérieures, elle représente en tout cas pour le gouvernement un véritable effet d'aubaine : plutôt que de lutter contre les effets de la crise, il prend appui sur elle pour mener à bien ses réformes.

Cette crise sociale qui s'aggrave touche une partie de plus en plus importante de la population : non renouvellement de CDD et de réembauche de milliers d'intérimaires, plans sociaux, faillites, secteurs d'activité contraints à l'arrêt engendrent des situations de grande précarité sociale. **La jeunesse est au cœur de la tourmente** : souvent concerné-es en premier lieu par des difficultés à s'insérer sur le marché de l'emploi, ils-elles sont aujourd'hui nombreux-ses à témoigner de leur impossibilité à se loger, se nourrir, se soigner. Les files d'accès à l'aide alimentaire s'allongent, la jeunesse bascule dans la pauvreté. 14 organisations appellent à la **mobilisation le 16 mars**, avec un soutien affirmé de la FSU, FO, CGT et de Solidaires pour les syndicats de salarié-es. De telles

mobilisations unitaires doivent nous permettre de construire un rapport de force pour changer la donne : étendre le RSA aux moins de 25 ans, créer une allocation d'autonomie pour la jeunesse, comme le revendique la FSU, revaloriser les aides au logement (à l'inverse de la baisse continue des APL depuis 10 ans, baisse même pas freinée par le contexte actuel)...

La jeunesse n'est pas seulement une partie de la population : c'est aussi et surtout l'avenir de notre société. Or, la jeunesse est maltraitée, sur le plan social, mais aussi psychologique : **les étudiant-es cumulent les difficultés**, entre l'isolement, l'enseignement uniquement à distance, l'absence de ressources financières et l'incapacité à pouvoir se projeter. Ils-elles ont alerté, certain-es se sont suicidé-es, ce qui a

malheureusement mis en lumière le mal-vivre des jeunes. Les quelques mesures consenties par le gouvernement ne sont pas à la hauteur et ne changeront rien sur le fond. La détresse psychologique est grande, les conséquences risquent de se poser sur le long terme. Et que deviendront les étudiant-es qui auront décroché après cette terrible année ? Et que dire de celles et ceux qui sont en CPGE et auront eu une année de cours presque normale ? Les inégalités engendrées par la gestion de la crise sanitaire étaient évidemment préexistantes, mais elles se trouvent aggravées aujourd'hui, et le fossé ne cesse de se creuser.

Une situation inédite qui se prolonge

La situation sanitaire impose un fonctionnement contraignant, et bouscule l'ordre des priorités. Et comme elle s'inscrit dans la durée, chacune « s'arrange » avec ce qui devient une « normalité » : le gouvernement poursuit sa **politique de destruction des droits sociaux en restreignant les libertés**. Pour la population, en revanche, cet « arrangement » se paye au prix fort : les travailleur-euses poursuivent leur activité du mieux qu'ils-elles peuvent, mais au prix d'un épuisement professionnel réel ; ils-elles tentent de défendre leurs droits, mais avec des conditions de mobilisation difficiles en raison du contexte dégradé : les deux camps s'affrontent avec des chances très inégales. Pourtant, les semaines passées et à venir sont **jalonées de mouvements sociaux** dont il faut souligner la vitalité : les mobilisations pour les libertés, contre les violences policières, contre la LSG ont rassemblé un grand nombre de personnes, y compris des jeunes, et la FSU doit continuer à s'impliquer dans les appels à venir. La participation importante aux **manifestations du 8 mars** a démontré la dynamique des questions féministes et la centralité des questions d'égalité Femmes-Hommes dans les combats actuels (pour les droits, contre les violences).

Sur la question des **enjeux climatiques**, la victoire citoyenne (plus de 2 millions de signatures pour la pétition « l'affaire du siècle ») a donné lieu à une victoire juridique : l'état est

condamné pour « inaction climatique », et c'est un encouragement à poursuivre les mobilisations, et à investir les dates déjà prévues en mars. La traduction faite par le gouvernement des recommandations de la CCC confirme le fait que sur ce sujet comme sur les autres, il ne faut pas attendre de changement de politique sans véritable rapport de forces : la responsabilité du mouvement syndical est donc engagée.

Dans l'éducation et à l'université

Malgré l'épuisement professionnel des personnels sur le terrain, ils ont montré leur disponibilité aux **mobilisations dans l'éducation** également, notamment le 26 janvier. Des catégories de personnels (AED, AESH, infirmière-es scolaires) ont mené aussi des mouvements réussis. Dans les INSPE, la réforme de la FDE et la remise en cause du métier qu'elle implique a suscité un premier mouvement des personnels le 11 mars, qui va se poursuivre. Les difficultés objectives de mobilisation (effacement du collectif en temps de pandémie) ne poussent pas pour autant les personnels vers la résignation. Là encore, il est donc essentiel que le mouvement syndical soit force de propositions et de rassemblement des personnels dans l'action. Et les raisons de se mobiliser ne manquent pas : non seulement Blanquer déroule peu à peu l'entièreté de son projet pour l'école, met en place un à un des éléments de réforme qui s'attaquent en profondeur au système éducatif, au métier enseignant, et fait voler en éclat tout espoir de démocratisation, mais il ne prévoit aucun moyen supplémentaire pour tenir compte de deux années d'enseignement dégradé (pire, les DHG sont revues à la baisse, plus de 1800 suppressions de postes dans le second degré et le ministère rend 400 millions à Bercy en pleine crise sanitaire) et il s'apprête à rendre publiques les conclusions du Grenelle qui visent à dénaturer le métier. En plus de cela, les personnels et les élèves subissent **la gestion erratique de la crise sanitaire** : le ministre change les protocoles (allégés/renforcés) du jour pour le lendemain, s'enfonce dans le déni des

risques de contamination et ment sur les chiffres (au mépris de la santé de tous-tes), ne propose que peu d'aménagements (sur les programmes, les examens), et fait régner l'anxiété chez les élèves comme les enseignant-es... La protection des personnels devait être assurée par l'accès facilité aux vaccins, ce n'est pas le cas. La colère est grande chez les personnels, **le rejet du ministre et de sa politique est sans appel.**

Dans le supérieur, des syndicats de la FSU ont demandé le départ de Vidal après les accusations honteuses proférées à l'encontre du monde de l'université. Alors que l'université se débat pour survivre avec un manque criant de moyens, alors que les étudiant-es sont empêché-es d'étudier et connaissent une détresse inquiétante, la ministre fait diversion pour éviter de répondre sur le fond. Les accusations « d'islamo-gauchisme », et l'enquête diligentée auprès du CNRS sur le sujet ont soulevé **l'indignation de centaines d'universitaires** qui ont publié une tribune remarquée. Mais pour elle comme pour les autres ministres de ce gouvernement, pas de changement de cap, pas de désaveu, pas de démission...

Gestion de crise sanitaire ?

Alors que le gouvernement fait preuve de son incompétence à juguler l'épidémie (plateau haut de contaminations depuis des semaines) et à trouver une sortie de crise (fiasco de la vaccination), les seules réponses qu'il apporte sont de nature très autoritaire : les mesures restrictives de liberté se succèdent, sont annoncées chaque jeudi à un auditoire captif qui n'a aucun moyen de s'y soustraire. Confinement, couvre-feu, fermeture de certains lieux, le tout assorti d'une **société du contrôle** (attestations) et **de la répression** (amendes). **Les lois liberticides qui accompagnent cette dérive autoritaire** (Loi sécurité globale et Loi qui conforte le respect des principes républicains) posent d'autres problèmes (atteinte à la liberté d'association et d'expression, islamophobie) et permettent aussi **une répression accrue de mouvements sociaux** qui ne manqueront pas de s'opposer aux politiques anti-sociales en place.

La FSU doit résolument les combattre, et tout faire pour mobiliser massivement lors de l'appel unitaire à **manifestation le 20 mars.**

La crise sanitaire est mondiale, les réponses à la crise ne le sont pas : la gestion de la crise renforce tous les aspects nocifs du capitalisme, exacerbe la mise en concurrence (des pays, des populations entre elles), alors qu'il faut une tout autre réponse, basée sur **la coopération pour imposer une rupture décisive** et inventer un autre monde : la question de la solidarité à travers une politique internationale de santé doit émerger ; Macron s'aligne sur les pays qui préfèrent défendre la toute puissance des laboratoires pharmaceutiques et la préservation de leurs profits. **La FSU doit le dénoncer : la levée des brevets, le vaccin comme bien commun mondial doivent s'imposer.** PJC peut être le cadre pour porter de telles revendications. Il est urgent d'apporter la contradiction à ce gouvernement qui prétend que l'épidémie est gérée au mieux, et qui répond au retard de vaccination par une entreprise de culpabilisation des soignant-es, qu'il ose jeter en pâture, quand ils-elles ne sont pas suffisamment vacciné-es ! Il nous faut exiger des investissements publics massifs dans la recherche pour soutenir l'Institut Pasteur et la recherche universitaire, et obtenir l'abandon des plans de licenciement dans les labos, à commencer par Sanofi.

Des raisons d'espérer, des luttes à construire

La tâche est rude : la situation sanitaire pèse sur le moral, impose des contraintes, les lieux collectifs de discussion sont plus rares... Mais ces difficultés objectives pour le mouvement social sont dépassables, on l'a vu sur les terrain en janvier-février, et les échéances de mobilisation sont nombreuses dans les semaines qui viennent. La FSU participe à cette dynamique de mobilisation, dans le champ de la FP, par exemple, en appelant à l'action **le 6 avril.** Les services publics sont menacés et impactés par les politiques de démantèlement de Macron et consorts, à nous, dans un cadre unitaire large avec les citoyen-nes, de les défendre et de les

renforcer. La FSU doit poursuivre dans cette optique, et porter un au sein de l'intersyndicale FP la nécessité de construire une journée de grève pour rassembler les agent-es, ainsi qu'une campagne pour y associer les usager-es.

Dans l'éducation, la mobilisation se poursuit dans les INSPE contre la réforme de la FDE, comme elle se poursuit chez les AESH notamment, autour des problématiques liées à l'école inclusive, et l'intersyndicale nationale appelle à **la grève le 8 avril**.

Les colères s'expriment, il faudra les rassembler. La semaine dernière, les personnels de la Culture ont commencé à **occuper des lieux de culture** à Paris, le mouvement s'est étendu en régions, rendant visible le malaise de la profession, en particulier des plus précaires. De façon générale, la population exprime de plus en plus **la « détestation » de l'exécutif et son exaspération face à sa gouvernance autoritaire**. La contestation des restrictions imposées par la crise sanitaire se fait davantage sentir, la population s'y soumet encore, mais la situation est tendue et peut basculer. La question est de savoir si la colère face à ce gouvernement, sa gestion de crise, la situation sociale s'exprimera en faveur de positions progressistes : certains agissements récents de la classe politique de droite viennent alimenter encore le « tous pourris » : Sarkozy condamné soutenu par Darmanin et Le Pen (au mépris de la séparation des pouvoirs, donc de l'indépendance de la Justice), c'est l'alliance des puissants au-dessus des lois : celles et ceux qui prétendent faire voter une loi pour « conforter » les principes de la république pratiquent le « deux poids, deux mesures ». Quel sens de l'exemplarité !

La montée des idées d'extrême droite et/ou de la résignation, voire du dégoût (qui se traduiraient par l'abstention) se combattent dès maintenant, au jour le jour : pour cela, la FSU doit continuer à construire sur tous les sujets **un affrontement sans détour avec ce gouvernement**. Dans le même temps, il est nécessaire de conforter le

syndicalisme de lutte et de transformation sociale (à travers, notamment, **le travail déjà engagé de rapprochement entre CGT, Solidaires et FSU**) afin d'en faire un outil de construction du rapport de forces et de constituer un espoir et une véritable perspective pour les travailleur-euses. **L'engagement de la fédération dans Plus jamais ça (PJC)** est également un atout important, ce collectif doit nous permettre d'imposer des alternatives.

Il nous faut poser les jalons de « l'après » dès maintenant, faire valoir par exemple **le rôle crucial des SP** comme enjeu de la société solidaire que nous voulons construire, rappeler qu'ils sont les garants de l'égalité d'accès aux droits élémentaires, en temps de pandémie notamment, dénoncer l'absence de mesures d'urgence pour les conforter (et lutter contre les réformes qui les affaiblissent) et pour cela mener une grande campagne en associant les usager-es... Il nous faut aussi mettre au centre de nos préoccupations la question sociale et avancer des propositions : qui paiera la crise ? Pourquoi ne pas taxer les riches (l'Argentine l'a fait fin 2020, certains pays d'Europe l'ont fait après la seconde guerre mondiale) pour financer les aides sociales ?

Les enjeux sont lourds dans la période et la responsabilité du syndicalisme est engagée : pour construire et imposer un autre avenir, il nous faut dès maintenant chercher à rassembler les travailleur-euses, les jeunes, les retraité-es pour combattre les politiques en place ; les grèves, sectorielles ou interpro, restent un moyen de lutte incontournable pour construire les rapports de force à même de faire gagner nos revendications. **Les cadres collectifs**, celui que nous travaillons à renforcer avec nos partenaires syndicaux CGT et Solidaires, comme le collectif PJC **sont des outils qui doivent nous permettre de prendre toutes les initiatives pour construire l'opposition à ce gouvernement**, une opposition à même de porter des alternatives et d'imposer d'autres choix à court terme.